
Macédoine : quand des nationalistes investissent avec violence l'Assemblée nationale

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : MIA - Agence d'information macédonienne, Fokus, Daily Macedonia)

Depuis décembre 2016 et les élections parlementaires, aucun gouvernement n'a pu être formé dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM). Le président Gjorge Ivanov, un indépendant, a récemment refusé d'apporter son soutien à Zoran Zaev (Union social-démocrate de Macédoine), qui s'est alors tourné vers des partis albanais afin de former une coalition gouvernementale.

À la suite de cette alliance, un député albanais, Talat Xhaferi (Union démocratique pour l'intégration et ancien membre de l'Armée de libération nationale, groupe de rebelles albanais actifs en ARYM lors du conflit de 2001), a été élu à la tête du Parlement, le 27 avril 2017. Or, l'intéressé est connu pour avoir bloqué en 2012 l'adoption d'une loi qui aurait accordé des avantages aux anciens combattants macédoniens.

Cette élection a profondément heurté un grand nombre de citoyens d'origine slave et a déclenché l'indignation des nationalistes. Presque immédiatement, près de 200 militants s'associant à l'initiative «Pour la Macédoine partagée» (pro-nationaliste), se sont massés devant le bâtiment de l'Assemblée nationale et l'ont investi par la force vers 19h. Quelques-uns ont jeté des chaises, dégradé les lieux, voire ont attaqué physiquement des députés de la majorité.

La minorité albanaise soupçonne de complicité les représentants des forces de l'ordre qui ont échoué à empêcher cette intrusion. Il est toutefois à noter que 14 personnes ont été placées en détention à la suite de ces violences et que les services de police ont fini par rétablir le calme et faire évacuer les lieux vers 22h30, à l'aide de grenades assourdissantes. L'enquête se poursuit pour établir l'exactitude des exactions commises lors de ces événements. Une partie des manifestants a passé la nuit devant le Parlement et, à la suite des incidents, des soins médicaux ont été apportés à 70 civils, ainsi qu'à 22 policiers et trois députés, dont Zoran Zaev.

La plupart des pays européens et Washington ont vivement réagi en dénonçant des violences commises dans un lieu symbole de la démocratie. Le président Gjorge Ivanov a invité les dirigeants de tous les partis politiques à participer à une réunion organisée dans son bureau dès le lendemain pour apaiser les tensions.

date créée

01/05/2017

Champs de Méta